



FR

Cette action est financée par l'Union européenne

Annexe

de la décision de la Commission relative au financement de la mesure individuelle en faveur de la République démocratique du Congo

Document d'action concernant la Facilité de coopération technique 6

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Facilité de coopération technique 6 Numéro CRIS: CD/FED/041-856 financé par le 11 ^e Fonds européen de développement (FED)	
2. Zone bénéficiaire de l'action / localisation	Région Afrique centrale, République démocratique du Congo (RDC)	
3. Document de programmation	Programme indicatif national (PIN) 2014-2020	
4. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD 1- Éradication de la pauvreté ODD 16-Paix, justice et institutions efficaces ODD 17-Partenariats pour la réalisation des objectifs	
5. Secteur d'intervention/ domaine thématique	Mesures d'appui au PIN	Aide au développement: OUI ¹
6. Montants concernés	Coût total estimé: 8 000 000 EUR Montant total de la contribution du FED: 8 000 000 EUR	
7. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	Modalité projet Gestion indirecte avec la République démocratique du Congo	
8 a) Code(s) CAD	15110 – Politique – Planification économique et du développement ²	
b) Principal canal de distribution	12003 – Entreprises publiques 12004 – Autres institutions publiques ³	

¹ L'aide publique au développement doit avoir pour objectif essentiel la promotion du développement économique et du bien-être dans les pays en développement.

² Veuillez consulter le manuel CRIS, section 3.4.1, pour le(s) code(s) secteur(s) CAD.

³ <http://www.oecd.org/dac/stats/annex2.htm>

9. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance			<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>		
	Égalité entre les hommes et les femmes et émancipation des femmes et des jeunes filles	<input checked="" type="checkbox"/>		
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>		
	Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile	<input checked="" type="checkbox"/>		
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Diversité biologique	<input checked="" type="checkbox"/>		
	Lutte contre la désertification	<input checked="" type="checkbox"/>		
	Atténuation du changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>		
	Adaptation au changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>		
10. Programmes thématiques phares « Biens publics mondiaux et les défis qui les accompagnent »	NA			

RESUME

L'objectif global de la Facilité de coopération technique (FCT) est de renforcer l'efficacité de l'aide de l'UE en RDC.

Les objectifs spécifiques sont, (1) améliorer la mise en œuvre du programme indicatif national (PIN) de coopération UE-RDC et (2) préparer la coopération future entre l'UE et la RDC.

Les produits sont, (1) appui à la mise en œuvre de l'ensemble des processus de programmation, d'identification, de formulation des interventions de l'UE en RDC, (2) mise à disposition d'études sur des thématiques relatives à la préparation de la coopération post-Cotonou en ligne avec les objectifs de l'alliance Afrique – Europe, (3) renforcement des capacités, des connaissances et de l'appropriation des parties prenantes sur les questions de développement et les programmes de coopération de l'UE, et (4) soutien à des actions de jumelage et autres actions de coopération (genre, environnement, culture...)

Les activités consistent en la réalisation d'études d'identification, de formulation de faisabilité ou thématiques, en la mise à disposition d'une assistance technique de courte ou longue durée, en des appuis aux groupes de coordination des partenaires techniques et financiers, en des actions d'appui technique ponctuels et ciblés, en des études préparatoires à une coopération future, en la sensibilisation et la formation des acteurs clés de la coopération dans le pays à travers des conférences, activités radio et télévisuelles, en la promotion d'activités culturelles liées à la coopération. Elles pourront aussi inclure des appuis dans le cadre de la mise en œuvre

du Plan d'investissement extérieur européen, notamment ses piliers II et III, et de l'alliance UE-Afrique. Elle ouvrira aussi la possibilité d'appuyer des jumelages.

L'identification de ce programme a été réalisée en concertation avec la Cellule d'appui à l'ordonnateur national du FED (COFED).

1 ANALYSE DU CONTEXTE

1.1 Description du contexte

La République démocratique du Congo (RDC) est un pays en post-conflit et en instabilité prolongée. Il est doté de richesses naturelles importantes, notamment les minerais, mais les recettes fiscales de l'État demeurent largement insuffisantes pour assurer un développement économique inclusif. Le classement inférieur de la RDC selon l'indice de développement humain (IDH) (176^e sur 189 pays) montre le retard important dans l'atteinte des objectifs durables de développement (ODD), notamment la réduction de la pauvreté extrême, l'accès à l'eau, l'assainissement ou encore la réduction de la mortalité infantile. Le climat des affaires ne permet pas de réaliser le plein potentiel d'investissements étrangers pouvant stimuler l'économie.

Après une période d'incertitude politique et institutionnelle due aux reports des élections, la tenue des élections en décembre 2018, ainsi que l'alternance pacifique du pouvoir offrent de nouvelles perspectives. L'opinion tant nationale qu'internationale, attend du nouveau gouvernement la mise en place des politiques et stratégies pour lutter efficacement contre la pauvreté et les maux qui rongent la société congolaise.

En effet, plusieurs facteurs ont maintenu la RDC dans cette situation notamment: les conflits armés des dernières décennies, le faible accès et la qualité de l'éducation, la rareté de l'emploi et l'insuffisance de la formation professionnelle, le sous-financement de la santé dans un pays aux infrastructures sanitaires très déficientes malgré les nombreuses maladies et épidémies, l'état désastreux des infrastructures, un climat des affaires délétère, mais d'une manière plus générale aussi l'absence d'une gestion des finances publiques conforme aux normes internationales. La pauvreté touche plus de 60 % de la population congolaise et l'inexistence d'un système efficient de sécurité sociale met en péril une frange importante de la population incapable de répondre à ses besoins essentiels.

La croissance économique de ces dernières années ne s'est pas encore traduite par une amélioration significative des résultats du développement humain et dépasse à peine la croissance démographique. Si la situation macro-économique a pu être stabilisée en 2018 par une politique d'équilibre budgétaire stricte, elle a été atteinte par le renoncement à des investissements essentiels au détriment du développement du pays.

Si les cours des principaux minerais ont été très élevés en début d'année 2018, ils n'ont néanmoins pas encore procuré à l'État les recettes attendues par la révision du code minier. La chute des cours en début d'année 2019, ainsi que les perspectives lentes de leur remontée rendent incertaines les recettes fiscales. La croissance reste tirée à 60 % par l'industrie extractive, qui contribue à un tiers des recettes fiscales du pays.

L'Union européenne réalise ses actions de coopération en partenariat avec le Gouvernement de la RDC conformément à l'Accord de Cotonou, par des financements successifs issus du Fonds européens de développement. Actuellement, la Délégation de l'Union européenne en RDC porte avec l'ordonnateur national du FED (ON), la responsabilité de gérer la mise en œuvre du

programme indicatif national 2014-2020 du 11^e FED pour un montant de 620 000 000 EUR et de finaliser l'exécution des programmes du 10^e FED.

1.2 Cadre stratégique de l'action

La coopération UE-RDC s'inscrit dans le cadre de l'Agenda 2030 pour le Développement durable, de l'accord de Paris sur le changement climatique, ainsi que dans le cadre de la stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union et dans le nouveau consensus européen pour le développement «notre monde, notre dignité, notre avenir»⁴. Elle est guidée par les objectifs de l'alliance Afrique – Europe, en s'orientant dans l'avenir davantage vers la promotion des investissements et de l'emploi durable, notamment à travers le Plan d'investissement extérieur européen⁵, que la présente Facilité de coopération technique permettra également de soutenir.

Conformément à l'Accord de Cotonou, la stratégie de l'UE en RDC est définie dans le cadre du programme indicatif national (PIN) 2014-2020, signé entre la RDC et l'UE le 26 juin 2014 à Bruxelles et financé par le 11^e FED. En ligne avec les politiques nationales, le PIN poursuit trois objectifs stratégiques : (1) lutter contre la pauvreté en favorisant une croissance inclusive et durable bénéficiant à la population et préservant les ressources naturelles; (2) enraciner la démocratie et les droits de l'Homme; (3) contribuer à la paix et à la stabilité dans la région.

D'un montant total de 620 000 000 EUR, le PIN comprend quatre secteurs de concentration et des mesures d'appui:

- Secteur 1: santé en lien avec LRRD («linking relief, rehabilitation and development»);
- Secteur 2: environnement et agriculture durable;
- Secteur 3: renforcement de la gouvernance et état de droit;
- Secteur 4: réhabilitation de la route nationale 1;
- Mesures d'appui à la société civile;
- Mesures d'appui sous forme d'une Facilité de coopération technique et d'un appui à l'ordonnateur national.

La présente action contribue à la Facilité de coopération technique.

1.3 Analyse des politiques publiques du pays partenaire

La RDC s'est engagée dans la lutte contre la pauvreté et les autres causes de vulnérabilité humaine ainsi que dans la promotion du développement durable en adoptant la Déclaration du millénaire en septembre 2000. En 2006, l'adoption du premier document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté 2006-2010 (DSCR-1) a permis l'accès à l'initiative pays pauvres très endettés (PPTE) et la reprise de la coopération avec l'ensemble de la communauté internationale.

Le DSCR-2, faisant suite au DSCR-1, s'est affirmé comme le cadre fédérateur de l'ensemble des politiques macroéconomiques et sectorielles pour la période 2011-2015, en permettant à la RDC de quitter la phase d'urgence ayant caractérisé le DSCR-1, pour se fonder sur un

⁴ OJ C 210 du 30.6.2017.

⁵ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, à la Banque centrale européenne, au Comité économique et social européen, au Comité des régions et à la Banque européenne d'investissement: Renforcer les investissements européens pour l'emploi et la croissance: vers une deuxième phase du Fonds européen pour les investissements stratégiques et un nouveau plan d'investissement extérieur européen. COM(2016) 581 final du 14.9.2016.

développement durable. Ce DSCRCP visait à réduire la vulnérabilité, à éliminer les sources d'inefficacité et à adresser les quatre principales causes de la pauvreté en RDC: gouvernance, croissance économique, emploi et redistribution. Le DSCRCP-2 préconisait des politiques fortes centrées sur: (1) l'amélioration de la gouvernance, (2) la promotion de la croissance économique, (3) la création d'emplois et la maîtrise de la croissance démographique fortement corrélée avec la pauvreté, et (4) l'amélioration des services de base, des infrastructures et la réduction des inégalités.

La RDC table désormais sur le Plan national stratégique de développement 2018-2022 (PNSD) pour concrétiser les efforts ambitieux du DSCRCP-2 et accélérer les réformes pour préparer les conditions de l'émergence du pays à l'horizon 2030. Le PNSD n'a toutefois pas encore été validé et pourrait être revu suite à l'alternance politique consécutive aux élections de décembre 2018. Il est construit autour des thématiques suivantes: la stabilisation/reconstruction des zones affectées par les conflits; le renforcement de la démocratie et de la gouvernance politique, judiciaire et administrative; l'accélération de la diversification économique; le développement des infrastructures économiques; le développement du secteur privé et du secteur financier; le développement et la valorisation des ressources humaines; le développement social et l'inclusion des groupes vulnérables; le développement durable; le développement des provinces; le renforcement de l'intégration régionale; la mobilisation des ressources pour le financement privé et public de la stratégie. Le plan quinquennal 2018- 2022 constitue le cadre de planification mais le coût estimé pour l'exécution du plan dépasse les ressources disponibles.

Le gouvernement dispose de stratégies sectorielles ainsi que de programmes d'actions pluriannuels sectoriels. Toutefois, à moyen terme les ressources budgétaires restent insuffisantes pour assurer la mise en œuvre des politiques publiques. À titre d'exemple, le Plan national de développement sanitaire du secteur de la santé est un plan sectoriel reconnu et décliné en plans stratégiques, mais qui dépend essentiellement des contributions des bailleurs de fonds pour sa mise en œuvre.

1.4 Analyse des parties prenantes

Les parties prenantes et les groupes cibles concernés par la Facilité de coopération technique (FCT) sont tous les acteurs concernés par la mise en œuvre des programmes du FED en RDC. Il s'agit notamment de l'ordonnateur national du FED et des ministères techniques concernés par les projets du 10^e et 11^e FED et par les perspectives post-Cotonou; mais également les membres de la société civile qui devront être consultés à l'occasion de la préparation et mise en œuvre des projets. Les acteurs non-étatiques sont également susceptibles, au même titre que les pouvoirs publics congolais, de bénéficier des activités de mise à niveau des capacités (formations et conférence). Des opérations de jumelage entre administrations sont également envisageables. Dès lors que la FCT pourra aussi financer des activités sous les piliers II (assistance technique) et III (climat des investissements) du Plan d'investissement extérieur européen, le secteur privé sera aussi partie prenante dans la formulation de projets d'investissement.

Le maître d'ouvrage est l'ordonnateur national. Le maître d'œuvre est la Cellule d'appui à l'ordonnateur national (COFED).

Le bénéficiaire final du projet sera la population de la RDC, qui bénéficiera d'interventions communautaires pertinentes et efficaces.

1.5 Analyse des problèmes/domaines d'appui prioritaires

Le PIN 11^e FED, qui représente les orientations générales de la coopération RDC-UE pour la période allant de 2014 à 2020, prévoit une allocation pour les mesures d'appui concernant l'accompagnement de la programmation, la préparation ou la mise en œuvre d'actions s'appuyant sur le document national de stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté.

L'expérience des programmations précédentes a montré que la RDC est l'un des pays où les données statistiques et les informations nécessaires dans différents secteurs sont quasi inexistantes. Cette faible disponibilité des informations rend difficile tout exercice de planification et de programmation efficace. Cette situation tient principalement au fait de la faiblesse de l'administration publique à produire de telles données. Ainsi, pour résoudre cette difficulté dans le cadre de la mise en œuvre des programmes du FED, il est fait recours à la FCT pour apporter une assistance technique, pour mener des études permettant de récolter les informations nécessaires à une bonne formulation des projets, à des séminaires ou conférences, à de l'aide à la formation pour renforcer les capacités des personnes impliquées dans la mise en œuvre des projets/programmes.

La fin du programme 2014-2020 approche et la phase de préparation de la programmation post-Cotonou démarre. La nouvelle programmation permettra de réfléchir sur de nouvelles approches visant notamment à améliorer la durabilité des actions menées sous le 11^e FED dans un contexte de moyens financiers limités de la partie nationale. Elle permettra aussi d'aborder ou d'accentuer de nouvelles approches de coopération axées sur les objectifs de développement durable des Nations unies, par exemple par des partenariats accrus avec le secteur privé à travers des opérations d'investissement mixte, conformément au nouveau partenariat UE-Afrique, visant entre autre à accroître les investissements. Les moyens disponibles pour l'analyse des projets d'investissement, même en dehors des secteurs de concentration du PIN, sont inclus dans les la FCT, de même que les moyens pour financer une assistance visant à améliorer le climat des affaires (3^{ème} pilier du Plan d'investissement extérieur européen) et aider à la préparation des projets d'investissement (2^{ème} piller du Plan). Dans ce sens, l'objectif de la FCT s'élargit par rapport à ses objectifs initiaux, davantage orientés vers la préparation et la mise en œuvre des actions sous le PIN 11^e FED. De plus, des opérations de jumelage entre administrations pourront être envisagées selon le besoin afin de permettre de construire plus efficacement des capacités, par exemple au niveau des provinces, insuffisamment préparées à leurs nouvelles responsabilités.

Il est donc nécessaire et opportun que la FCT ne soit plus comme auparavant restreinte aux opérations ou secteurs du PIN, mais permette également de préparer de nouvelles voies de coopération future RDC-UE.

2 RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau	Mesures d'atténuation
L'instabilité politique, sociale et juridique du pays.	Élevé	Identification des actions prioritaires nécessaires.
Le dialogue politique avec le gouvernement est limité.	Moyen	Redynamiser les groupes thématiques inter bailleurs et profiter du contexte favorable de l'alternance politique.
L'absence d'amélioration du climat d'investissement.	Élevé	Tous les partenaires de la RDC convergent dans leur dialogue politique sur la nécessaire amélioration du climat des affaires. Mais outre l'appui à la réforme générale de la gestion des affaires publiques, la FCT et les appuis européens aux finances publiques visent à se concentrer sur des réformes ou améliorations ciblées permettant des gains rapides et un effet catalyseur, notamment pour les investissements.
Risque d'absence d'activités sous les piliers II et III du PEI en raison de la dégradation du climat des affaires.	Élevé	La FCT n'a pas d'allocation détaillée par type d'activité et reste flexible sur l'utilisation des fonds.
Hypothèses		
<ul style="list-style-type: none"> - stabilité de l'implication de l'ON dans la mise en œuvre de la stratégie de coopération/PIN et dans le renforcement des capacités des différents partenaires techniques nationaux; - stabilité et volonté politique de mettre en place un cadre propice qui facilite la bonne mise en œuvre des programmes de coopération RDC/UE; - poursuite du dialogue politique entre l'Union européenne et la RDC. 		

3 ENSEIGNEMENTS TIRES ET COMPLEMENTARITE

3.1 Enseignements tirés

Dans le cadre du 9^e FED, deux conventions de financement relatives à la FCT 1 et 2 ont été mises en œuvre. Dans le cadre du 10^e FED, deux autres conventions de financement relatives à la FCT 3 et la FCT 4 ont été exécutées. Elles ont été d'une grande importance principalement pour réaliser des études et apporter divers appuis institutionnels dans la mise en œuvre des projets en cours, l'identification de nouveaux projets, l'organisation des études préparatoires à la programmation du 10^e et 11^e FED et la réalisation des audits et évaluations.

Dans le cadre du 11^e FED, une convention de financement relatives à la FCT 5 a été signée, dont la mise en œuvre est en cours. Elle a comme principal objectif d'apporter un appui à la mise en œuvre de la coopération RDC-UE.

La FCT s'est également avérée un outil très précieux pour apporter des appuis techniques spécifiques de courte durée mais avec un grand impact, qui n'auraient pas pu être financés sur les conventions de financement en cours. La FCT constitue donc un outil idéal pour répondre aussi ponctuellement à des demandes spécifiques d'appui hors secteur de concentration du PIN tout en contribuant aux objectifs spécifiques du PIN. Il s'avère aussi par exemple que, dans des

cas exceptionnels, certains contrôles de travaux indispensables dans le contexte de la RDC et qui ne peuvent plus être financés sur les projets en cours en raison du dépassement de la date limite de contractualisation, trouvent dans la FCT une solution permettant de réduire sensiblement les risques dans l'exécution des projets, dans l'intérêt des deux parties.

Jusqu'ici, l'enveloppe de la FCT a été utilisée essentiellement pour de l'assistance technique en appui à la gestion de la Cellule d'appui à l'ordonnateur national, à une assistance technique transversale pour le suivi des projets dans l'est du pays, à la formulation des projets, à des missions de suivi/évaluation, à la préparation et suivi du processus électoral, à un appui à la coordination des bailleurs de fonds, à des études thématiques liées aux projets, à des missions de contrôle ou de vérification des dépenses, mais aussi quelques activités culturelles visant à promouvoir les échanges et la promotion du développement.

Il est maintenant aussi nécessaire de se tourner avec la FCT vers l'avenir de la coopération UE-RDC en appui à la prochaine programmation. La FCT devra aussi évoluer pour répondre aux objectifs du nouveau partenariat UE-Afrique, notamment en ce qui concerne la promotion des investissements.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

Concernant l'harmonisation de l'aide, la RDC a adhéré à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, et le processus d'harmonisation est en cours (piloté par le ministère du plan). Des groupes thématiques mis en place pour entretenir et affermir le dialogue et la concertation entre les différentes partenaires et le gouvernement ont été restructurés à la suite d'une évaluation réalisée en avril 2012. Leur nombre est passé de 20 à 15 et l'implication des partenaires est assez remarquable. L'UE a une participation significative dans les différents groupes thématiques et est chef de file du groupe thématique justice, santé et environnement.

Parallèlement à ce processus, les partenaires techniques et financiers ont mis en place leur Forum, le Groupe de coordination des partenaires. Ce dernier réunit uniquement les bailleurs de fonds, avec la mise en place d'un Comité exécutif élu comprenant l'UE, le Programme des Nations unies pour le développement, la Belgique, l'Allemagne et le Royaume-Uni, appuyé par un secrétariat permanent dont le fonctionnement est financé par quelques-uns des partenaires. Ce groupe se réunit mensuellement.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectif général, objectif(s) spécifique(s), produits attendus et activités indicatives

L'objectif global de la Facilité de coopération technique (FCT) est de renforcer la coopération de l'UE à l'exécution de la stratégie de développement du gouvernement congolais.

Les objectifs spécifiques sont:

- 1- améliorer la mise en œuvre du programme indicatif national (PIN) de coopération UE-RDC;
- 2- préparer la coopération future entre l'UE et la RDC;

Les produits sont:

- 1- appui à la mise en œuvre de l'ensemble des processus de programmation, d'identification, de formulation des interventions de l'UE en RDC;
- 2- mise à disposition d'études sur des thématiques relatives à la préparation de la coopération post-Cotonou en ligne avec les objectifs de l'alliance Afrique – Europe;
- 3 - renforcement des capacités, des connaissances et de l'appropriation des parties prenantes sur les questions de développement et les programmes de coopération de l'UE;
- 4- soutien à des actions de jumelage et autres actions de coopération (genre, environnement, culture...).

En plus de ces principaux résultats, l'ordonnateur national (1) veillera à la bonne identification des résultats et des mécanismes de suivi de tous les projets/programmes du 11^e FED, et (2) travaillera pour que chaque projet/programme dispose d'une bonne analyse des risques et présente des mesures appropriées de mitigation.

Les principales actions qui seront programmées dans le cadre de cette FCT sont :

- **facilité d'assistance technique.** Le recrutement de consultants à court et moyen termes qui devront contribuer à assurer l'exécution efficace du PIN et d'autres programmes de la Commission en faveur de la stratégie de développement de la RDC, notamment par des études d'identification et de faisabilité nécessaires afin de définir, de la façon la plus pertinente et la plus efficace possible, le contenu de certaines actions prévues dans le cadre du 11^e FED. Cette Facilité pourra également être mise à profit pour la réalisation d'études préparatoires à la programmation de coopération post-2020. Enfin, des évaluations et des audits qui s'avèrent nécessaires pour d'autres projets et dont le financement ne peut pas être assuré par ces mêmes projets, pourront également être financés à travers cette FCT. Elle permettra également la prise en charge de prestations liées à la surveillance et au contrôle de travaux dans le cadre de conventions de financement pour lesquelles la date limite de contractualisation est dépassée.
- **aide à la formation pour les projets et programmes.** Ce volet financera différentes actions de formation telle que les séminaires ou les activités de sensibilisation d'un projet ou programme – par exemple un atelier de gestion de cycle de projet des parties prenantes dans un secteur identifié dans le PIN.
- **conférences et séminaires.** Il s'agit de favoriser une approche plus cohérente et participative des questions de développement parmi les acteurs-clés locaux. Ce volet permettra notamment aux acteurs clés de la coopération d'être en mesure de mettre en œuvre les actions prévues dans le programme de coopération. Cette action cible les acteurs étatiques ou non étatiques concernés par la mise en œuvre des projets de coopération entre la RDC et l'UE. Il s'agira de permettre la participation à des réunions ou séminaires internationaux sur les thèmes liés au développement. Des manifestations culturelles, notamment sur le thème du lien entre culture et développement, pourront également être financées, ainsi que des activités sur des thématiques transversales liées à la problématique du développement.
- **autres initiatives telles que la réalisation d'études et la mobilisation d'expertises techniques** dans le cadre du Plan d'investissement extérieur de l'UE et/ou d'autres nouvelles initiatives UE.

4.2 Logique d'intervention

La présente action a comme objectif de poursuivre l'appui apporté à l'exécution de la stratégie de développement du gouvernement, qui se décline dans les documents de stratégie de développement (PNSD). Cet appui se fait par le biais de programmes de développement pertinents financés par le FED dans le cadre du programme indicatif national (PIN). Le maître d'ouvrage du PIN est l'ordonnateur national et le maître d'œuvre est la Cellule d'appui à l'ordonnateur national (COFED). L'action mettra à leur disposition une Facilité de coopération technique (FCT) permettant de répondre aux objectifs cités à la section 4.1.

La FCT permet donc de mobiliser une expertise à court et moyen terme pour contribuer à l'identification, l'instruction, l'évaluation, le suivi et l'audit des projets dans le cadre du programme de coopération au développement de l'UE; de réaliser un certain nombre d'études qui contribuent à mettre en place les interventions de l'UE dans différents secteurs du développement; ainsi qu'à financer des activités de sensibilisation au développement et de partenariat.

Les activités reposent principalement sur une mise à disposition d'expertise et organisation d'activité de sensibilisation - concertation. Ainsi, elles doivent permettre la réalisation des produits: 1) appui aux processus d'exécution des projets, 2) études thématiques pour la préparation de la coopération UE-RDC post-Cotonou, 3) renforcement des capacités des parties prenantes et 4) soutien aux actions de jumelage et autres types d'actions à caractère transversale.

Si les produits sont réalisés, la mise en œuvre du PIN RDC-UE sera améliorée et les lignes de la coopération future auront pu être définies afin d'aboutir à l'objectif général de la FCT.

4.3 Intégration des questions transversales

D'une manière globale, étant donné que la FCT appuie la phase d'identification des projets et leur accompagnement, les enjeux transversaux, tels que la bonne gouvernance, le respect des droits de l'Homme, l'égalité hommes/femmes, le changement climatique ou encore la durabilité environnementale, sont correctement pris en compte à tous les stades des projets. De même elle permettra d'assurer l'orientation vers les objectifs de développement durable et le respect de l'ensemble des engagements globaux de l'UE.

Il est prévu que la FCT finance la mise à jour de la stratégie de l'UE en RDC concernant le genre, les programmes en appui à la société civile, des études ou actions particulières dans le domaine de l'environnement. Elle facilite et contribue donc directement à l'intégration des questions transversales dans le programme de coopération.

4.4 Contribution à la réalisation des ODD

La présente intervention s'inscrit dans le programme des Nations unies de développement durable à l'horizon 2030. Venant en appui aux programmes de coopération UE-RDC et donc à leurs ODD, la présente FCT contribue à la réalisation progressive des ODD et en particulier les suivants:

- ODD 1 - éradication de la pauvreté;
- ODD 16 - paix, justice et institutions efficaces;
- ODD 17 - partenariats pour la réalisation des objectifs.

La contribution chiffrée aux ODD ne figure pas dans ce document d'action, mais dans les différents documents d'action relatifs aux différents projets du PIN.

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de **36** mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S.O.

5.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et des procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE⁶.

5.4.1 Gestion indirecte avec le pays partenaire

La présente action, ayant pour objectif de renforcer l'appui apporté par le programme indicatif national de coopération UE-RDC à l'exécution de la stratégie de développement du gouvernement congolais, et à préparer la coopération future entre l'UE et la RDC que la présente modalité contribuera à atteindre, peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la RDC, conformément aux modalités suivantes:

Le pays partenaire agira en tant que pouvoir adjudicateur/administration contractante dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions. La Commission procédera à un contrôle ex ante de toutes les procédures de passation de marchés sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, auquel cas la Commission exerce un contrôle ex ante pour les marchés dont le montant est supérieur à 100 000 EUR (ou inférieur, en fonction de l'évaluation des risques) et peut exercer un contrôle ex post pour les marchés dont le montant est inférieur à ce montant. La Commission procédera à un contrôle ex ante des procédures d'octroi de subventions pour tous les contrats de subvention.

Les paiements sont exécutés par la Commission sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, auquel cas les paiements sont exécutés par le pays partenaire pour les frais de fonctionnement ordinaires, l'exécution des marchés en régie et les contrats dont le montant est inférieur à 300 000 EUR pour les marchés et pour les subventions.

⁶ www.sanctionsmap.eu Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.

La contribution financière ne couvre pas les frais de fonctionnement ordinaires découlant des devis-programmes.

Le pays partenaire applique les règles de la Commission en matière de passation de marchés et d'octroi de subventions. Ces règles seront fixées dans la convention de financement qui sera conclue avec le pays partenaire.

5.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable, sous réserve des dispositions suivantes:

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et de services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6 Budget indicatif

	Contribution de l'UE (EUR)
5.4.1 Gestion indirecte avec la RDC	7 550 000
- Facilité d'assistance technique	4 800 000
- Conférences et séminaires	1 000 000
- Aide à la formation pour les projets et programmes	500 000
- Autres initiatives	750 000
- Communication et visibilité	500 000
5.9 Évaluation et 5.10 Audit	100 000
Provision pour dépenses imprévues*	350 000
TOTAL	8 000 000

* La ligne du budget pour dépenses imprévues ne peut être utilisée qu'avec l'accord préalable de la Commission

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le projet sera exécuté par l'unité technique de gestion de projet, dénommée Cellule d'appui à l'ON du FED (COFED), qui est l'organe d'exécution de l'ensemble des activités du programme et des fonctions au sein du projet. Le projet ne prévoit pas de comité de pilotage. Toutefois, des réunions de concertation seront organisées de façon périodique entre les services de l'ordonnateur national et la Délégation de l'Union européenne. Celles-ci permettront d'assurer le dialogue, et le suivi des actions à mettre en œuvre dans le cadre de la Facilité de coopération technique.

5.8 Suivi de la performance et des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements

mis en place, ainsi que des résultats obtenus (produits et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique.

Les indicateurs relatifs aux ODD et, le cas échéant, les indicateurs définis d'un commun accord, par exemple dans le document de programmation conjointe, devront être pris en considération.

Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9 Évaluation

Eu égard à la nature de l'action, il sera procédé à une évaluation finale de la présente action ou de ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants commandée par la Commission.

L'évaluation finale sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris pour la révision des politiques).

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 30 jours avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Il est prévu qu'un ou plusieurs marchés de services d'audit pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations juridiques pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité, qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine.

En ce qui concerne les obligations juridiques en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités responsables. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base des exigences de communication et de visibilité applicables aux actions extérieures de l'Union européenne (ou de tout document ultérieur).

Les modalités de mise en œuvre de la communication et visibilité seront le devis-programme ou des contrats de service. Le montant maximal réservé à la communication et à la visibilité est de 500 000 EUR. Il est prévu qu'un marché de services de communication et de visibilité pourra être conclu.

APPENDICE – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE

	Chaîne des résultats: principaux résultats attendus	Indicateurs	Sources des données	Hypothèses
Impact (objectif général)	<i>Voir section 4 du document d'action</i> Appuyer l'exécution de la stratégie de développement du gouvernement par le biais de programmes de développement pertinents financés par le Fonds européen de développement (FED), ainsi que la préparation de la future coopération UE-RDC.	<ul style="list-style-type: none"> - Taux d'exécution des programmes de l'État pour les ministères liés aux programmes du PIN; - Taux d'engagement des fonds disponibles; - Taux de décaissement des fonds engagés; - Nombre de projets soumis par les ministères techniques respectant les procédures de programmation; formulation et mise en œuvre. - Suivi adéquat de la politique nationale de développement. 	<ul style="list-style-type: none"> - Revues annuelles PIN; - Rapports réalisés par les projets et comptes rendus des comités de pilotage; - Rapports de monitoring et d'évaluation des programmes; - Évaluations à mi-parcours et finales des projets; - Rapports trimestriels des projets/programmes faits par la Cellule; - Politiques sectorielles diffusées par les ministères techniques concernés. 	<ul style="list-style-type: none"> - La stabilité du pays permet la mise en œuvre des politiques de développement du Gouvernement; - Les recettes budgétaires et le cadre macro-économiques permettent au Gouvernement d'assurer les dépenses nécessaires à la durabilité des actions de coopération.
Effet(s) direct(s) [objectif(s) spécifique(s)]	<i>Voir section 4 du document d'action</i> La mise en œuvre de la coopération RDC-UE est renforcée dans la programmation, identification, formulation, les questions de développement sont mieux maîtrisées par les parties prenantes et des thématiques relatives à la prochaine programmation post-Cotonou sont explorées.	<ul style="list-style-type: none"> - Taux d'engagement du PIN; - Délai d'instruction des projets FED (en nombre de jours); - Délais moyens d'engagement des ressources programmables (en nombre de jours); - Qualité des travaux préparatoires à la programmation post 11^e FED en liaison avec la société civile (nombre de rencontres); - Qualité des projets et programmes instruits (AF (fiche d'action), AAP (plan annuel d'action) et DAO (dossier d'appel d'offres) rédigés) en concert avec les ministères techniques (nombre de réunions d'échanges); 	<ul style="list-style-type: none"> - Conclusions des revues annuelles, à mi-parcours et en fin de parcours du 11^e FED; - Rapports annuels sur la coopération RDC-UE; - Statistiques internes (ON/Délégation de l'UE); - Comptes rendus des réunions Délégation UE/COFED et multi-bailleurs; - Rapports périodiques de 	<ul style="list-style-type: none"> - Le positionnement de l'ON et la stabilité des équipes et des politiques ministérielles sont assurées; - Un nombre suffisants d'assistance technique de qualité peut être mobilisé sur les projets sur l'étendue du territoire; - Les acteurs étatiques et non étatiques gardent la volonté de participer

		<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de cycles de formation/concertations organisées; - Nombre des manifestations culturelles financées; - Nombre de participations et de participants de l'ON, de la société civile aux réunions internationales. 	<p>mise en œuvre du projet «appui à l'ON»;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapports de missions. 	<p>de façon constructive et substantielle à la coopération, même en cas d'alternance politique ou du changement de cap politique.</p>
Résultats	<p><i>Voir section 4 du document d'action</i></p> <p>P1. Les actions d'identification, formulation et d'appui à l'exécution des projets/programmes du 10^e, 11^e FED et de la nouvelle programmation de qualité sont réalisées et menées, conjointement avec les ministères techniques et les services techniques de l'ON.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Délai d'instruction des conventions de financement; - La qualité des FIP/FA et DTA est améliorée; - La qualité des documents permettant la mise en œuvre des projets est améliorée; - Nombre de consultations commanditées par l'ON. 	<ul style="list-style-type: none"> - Opinions des <i>Quality review groups</i> au siège; - Rapports d'exécution du projet; - Rapports d'évaluation du projet; - Conclusions des missions ROM; - Comptes rendus des réunions du comité de pilotage. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les capacités des ministères techniques maîtres d'œuvre à émettre des demandes et à préparer des termes de référence sont suffisantes; - La qualité du travail des assistances techniques (AT) chargés des études est assurée;
	<p>P2. La mise en œuvre du partenariat RDC UE en ligne avec les objectifs de l'alliance Afrique – Europe est initiée.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les différents piliers du nouveau Partenariat Afrique - UE et l'alliance Afrique – Europe pour la croissance et l'emploi sont utilisés comme base de discussion pour la future coopération UE-RDC. 	<ul style="list-style-type: none"> - Comptes rendus de réunion de concertation - nombre de mission d'assistance technique sur les piliers 2 et 3 du Plan européen d'investissement - nombre de projets de mixage identifiés ou mise en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> - La volonté politique de mettre en œuvre rapidement et dans de bonnes conditions les programmes de coopération est assurée; - La capacité des ministères techniques et de la société civile à émettre des demandes de financement est suffisante;
	<p>P3. Une expertise technique est disponible pour des missions d'appui, de contrôle ou des études spécifiques pour accompagner les différents acteurs à toutes les étapes des projets/programmes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de rapports d'assistance techniques; - Nombre de rapports de suivi; - Nombre de cadres ayant suivi avec succès tout le planning de formation; - Nombre de missions d'appui et de participations à des réunions techniques du personnel de la cellule 	<ul style="list-style-type: none"> - PV des rencontres tripartite; - Rapport des activités périodiques des Unités de gestion de projet sectorielles; - Rapport périodique COFED; 	<ul style="list-style-type: none"> - Le personnel de la cellule d'appui à l'ON est stable.

		d'appui à l'ON; - Nombre de situations problématiques sur les projets résolues avec succès.	- Rapport des activités périodiques des UGP sectorielles; - Rapports réalisés par l'assistance technique/expertise.	
	P4- Les acteurs adhèrent aux projets, se les approprient et ont connaissance des questions générales de développement.	- Nombre de séminaires/ateliers et de conférences; - Niveau de connaissance et d'adhésion de la population aux objectifs de la coopération de l'UE; - Nombre de réunions des COPIL (Comité de pilotage) et cadre de concertation; - Couverture médiatique; - Nombre de manifestations culturelles financées par l'ON et/ou la Délégation de l'UE.	- Compte rendu de conférence; - Nombre d'articles et d'émissions radio et télévisées sur la coopération UE-RDC; - Compte rendu des COPIL et cadre de concertation.	
	P5. Des jumelages et autres actions de coopération (genre, environnement, culture...) sont soutenus ou/et facilités.	- Nombre d'actions de jumelages identifiées	- Rapports d'identification de jumelages, nombre de missions de concertation entre partenaires de jumelage.	